

L'OUVRIER MÉTALLURGIQUE



organe mensuel

de la fédération française des syndicats professionnels de la métallurgie
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges — PARIS (9°)

LIBERTÉ

Notre ami Joseph FOLLIER, « l'intellectuel ouvrier » qui alors même qu'il n'était pas encore question d'atteinte à la liberté syndicale, pressentait les attaques dont nous allions dans certaines localités être victimes, a bien voulu donner à notre journal ouvrier ce témoignage d'amitié dont nous lui sommes très reconnaissants.

La liberté, vierge farouche, errait sur les montagnes, respirant la senteur des forêts, baignant ses pieds nus dans la rosée. Des hommes la rencontrèrent et cette blanche clarté les éblouit. Ils la guettèrent ; ils se tapirent en embuscade ; un soir d'orage où l'air pesait comme la dalle d'un tombeau, ils lui jetèrent un filet et la capturèrent.

Quand elle fut devant leurs grosses mains et leurs yeux charnels — une faiblesse tremblante et pâle — ils l'admirent un moment, puis ils eurent l'audace de la toucher, puis ils l'enchaînèrent, et la mirent en esclavage. Depuis, ils l'ont habillée d'oripeaux voyants, et ils la promènent sur un tréteau, saouls de gros vin, et elle va de foire en foire, entre le veau à deux têtes et la femme à barbe. Elle entre en convulsions et pousse des clameurs incohérentes qui entaillent comme des limes les nerfs des foules.

La moindre expérience de l'histoire prouve que toutes les oppressions s'établissent parmi les hommes au nom de la liberté — comme la plupart des massacres au nom de la pitié humaine et beaucoup de trahisons au nom de la patrie. Car tout homme tue ce qu'il aime, lorsqu'il ne l'aime pas dans l'ordre. Et qui n'aime pas la patrie dans l'ordre la tue, et qui n'aime pas l'humanité dans l'ordre la tue, et qui n'aime pas la liberté dans l'ordre en fait un mensonge, qui n'aime pas la liberté syndicale pour tous les travailleurs la trahit en l'affublant d'un masque d'hypocrisie.

C'est pour la liberté qu'on emprisonne, qu'on torture et qu'on fusille. Sois libre ou meurs ! Et le combattant des barricades s'aperçoit avec stupeur que le don du sang n'a servi qu'à rendre plus tentaculaire l'administration et plus inquiétante la police. Il rentre chez lui et mange sa soupe en rêvant à l'idéal naguère — si toutefois on lui permet encore de rêver, car les dictateurs modernes poursuivent la personne jusque dans son dernier bastion, le rêve.

« Nous voulons faire de l'Allemagne un peuple libre. » Pour cela, multiplions les camps de concentration — où, comme chacun sait, on jouit d'une dernière liberté, le choix entre mourir ou trahir. « Nous libérerons le prolétariat », ont dit les Russes. Et l'on a prolétarié tous ceux qui n'étaient pas prolétaires sans arracher à leur condition les masses du prolétariat.

Liberté... Reflet du ciel dans l'eau des sources ou dans l'acier de la guillotine ? Lumière dans la nuit ou attrape-nigauds ?

Et pourtant, Dieu a créé l'homme libre. Il l'a doué de ce terrible pouvoir qui fait signe à l'éternité et décide entre le ciel et l'enfer. De ma décision d'un instant, dépend un infini.

Et cette liberté de l'homme

devait s'épanouir dans la communauté des hommes. On capte une force, on domestique une bête. De tous les régimes de la création, l'humanité seule a la puissance de s'assembler librement et de se donner librement des lois. La brute suit un maître ; la personne suit librement un chef — et, plus l'obéissance est libre, dépourvue de contrainte extérieure, plus elle est parfaite et conforme à sa propre nature.

Mais on ne possède pas la liberté — ni celle de l'âme, ni celle du peuple — comme un sac de grains ou un sac d'écus. L'être de chair et d'esprit ne part pas de la liberté comme d'un tremplin ; il va d'une possibilité de liberté à la conquête d'abord, à l'exercice enfin du libre vouloir. La communauté suit le même chemin qui monte vers la pureté des cimes. Il y faut tomber, et se relever, et se meurtrir les genoux et se déchirer les mains.

Comme toutes les autres libertés, la Liberté Syndicale se paie, elle se paie à coups d'efforts, à coups de dévouements et de sacrifices.

Il ne faut pas croire qu'elle est une chose toute faite, que l'on a qu'à ramasser et à mettre dans sa poche : fut-elle proclamée par toutes les lois, elle n'existera jamais si les mœurs la nient, si

les militants syndicalistes ne savent pas la planter dans le réel.

On peut dire que la Liberté Syndicale se prend et même que d'une certaine manière elle se prend par la force. Pas la force des poings évidemment, mais la force des âmes.

C'est l'erreur des maquignons ou des badauds de la liberté de croire qu'il suffit de l'invoquer pour qu'elle accoure, comme le nécromant attire le fantôme. Proclamons la liberté, et elle sera, pensent-ils.

Ils oublient qu'ils sont esclaves et qu'il leur faut d'abord rejeter leurs chaînes. Esclaves de leur chair qui les tire vers l'animalité, de leurs passions qui les conduisent par le nez, ainsi qu'un montreur d'ours fait danser Martin. Esclaves de leurs péchés qu'ils n'effacent qu'avec des larmes. Esclaves de l'opinion, pailles flottantes à la surface de cette eau qu'agitent les vents contraires. Quand on annonce aux esclaves qu'ils sont libres sans leur donner les moyens de l'être, ils commencent par s'enivrer, puis, après quelques jours de ripaille et d'orgie, ils cherchent d'autres maîtres.

Quand les futilités et les poches sont vides, quand les derniers lampions s'éteignent et que

(Voir la suite page 3.)

Le RAJUSTEMENT des SALAIRES

L'Action de nos Syndicats

A Bordeaux

Le Syndicat de la métallurgie adressait le 10 juillet à la Chambre syndicale patronale une demande d'augmentation basée sur la hausse du coût de la vie en Gironde. Cette demande insistait particulièrement sur la nécessité d'améliorer le sort de la famille ouvrière, surtout lorsqu'elle a charge d'enfants et permettrait par un salaire équitable et judicieusement aménagé de maintenir la mère à son foyer.

En exécution d'un mot d'ordre patronal général, la Chambre syndicale, 10 jours plus tard, répondait par la négative et par des considérations entortillées ; elle expliquait que ces demandes de rajustement sont contraires aux intérêts des travailleurs ! et reprenait l'antienne entendue à longueur de journée lors de la discussion de la convention, « que la situation critique de leurs industries faisait craindre la fermeture d'un grand nombre d'ateliers », et ceci nous remet devant les yeux les explications par lesquelles le Directeur de Motobloc entendait justifier ses méthodes, arguant qu'il avait depuis ces dernières années distribué quelques 15 millions de salaires. Sans doute, mais quels salaires et à quel taux horaire ?

Enfin le document patronal se termine par cet argument massue :

« Le Syndicat patronal ne peut envisager aucune modification aux salaires actuellement en vigueur. »

Maintenant prenons la loupe pour bien lire :

« Il maintient qu'il ne saurait y avoir lieu, à application de la procédure d'arbitrage et que la commission départementale de conciliation est incompétente pour connaître de la demande portée devant elle. »

Et voilà comment on congédie ceux qui osent se permettre de justes réclamations.

Si nous n'avons pu, après cette fin de non recevoir, nous associer aux démonstrations de nos camarades adhérents à la C.G.T., nous ne considérons pas la question comme à jamais réglée, nos démarches auprès des pouvoirs publics ne sauraient rester sans résultats, et nous entendons poursuivre notre action

(Suite page 3.)

A Belfort

Le personnel rétribué à l'heure avait, au cours du premier trimestre de cette année, obtenu un rajustement de salaires de 13 % décomposé de la façon suivante : 6 % sur les salaires effectivement payés, 6 % sur un salaire moyen de 5 francs, soit 0 fr. 30 de l'heure applicable uniformément à l'ensemble des salariés quelle que soit sa rémunération et, enfin, 1 % sur les allocations familiales.

Le 17 mars, le personnel rétribué au mois désigné, depuis l'avènement des conventions collectives, par les Chambres Syndicales Patronales de la Métallurgie sous le titre *ironique* de Collaborateurs avait introduit une demande de rajustement.

Depuis cette date et après avoir essuyé un refus lors d'une première demande de discussion sur la question, ils attendent qu'une suite soit donnée à leurs justes réclamations. C'est pourquoi le 17 août dernier les représentants des deux parties étaient réunis au Ministère du Travail, sous la Présidence de M. Henri de Segogne, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, représentant M. le Ministre du Travail, en vue de régler le différend.

Notre camarade *Convert* expose la thèse des collaborateurs et résume leur demande.

Le conflit réside principalement dans la majoration fixe de 6 %, les employeurs calculant celle-ci sur le taux uniforme de 830 fr. ne veulent accorder qu'une majoration de 50 fr., les collaborateurs demandant l'application des 6 % sur le taux de 1.300 francs, ils sont donc séparés des patrons par une différence de 28 fr., d'autre part, ils réclament une augmentation des allocations familiales, et une meilleure répartition de celles-ci, notamment au profit des familles dont la mère reste au foyer.

L'accord, n'ayant pu se faire malgré les efforts du Président, les parties ont décidé de s'en remettre à la sentence d'un arbitre. M. Pouillot, Chef adjoint du Cabinet de M. le Ministre du Travail a bien voulu accepter cette tâche.

Si nous trouvons *ironique* d'appeler « Collaborateurs » des gens

(Suite page 3.)

LES OSSIFIES

Le Congrès des fossiles de l'Enseignement primaire laïque affiliés à la C.G.T. a adopté le jeudi 5 août la résolution suivante que nous livrons à la méditation de ceux qui nous demandent pourquoi nous refusons d'adhérer à la C.G.T. :

Le Congrès du syndicat national des instituteurs manifeste sa vive indignation devant l'inertie quasi-absolue du Parlement et du Gouvernement en présence des attaques grandissantes de l'Eglise contre l'Ecole laïque ;

S'élève de la carence des partis jusqu'aux attachés à la laïcité et qui, aujourd'hui, considèrent que cette question est inactuelle, importune ou caduque ;

Souligne, en face de cet abandon général, la qualité et l'étendue des honneurs officiels rendus aux représentants de l'Eglise qui n'abandonne rien de son hostilité à la neutralité de l'enseignement officiel ;

Attire l'attention des instituteurs, des militants du Front Populaire et de la C.G.T. sur la multiplication des œuvres du clergé qui tendent à l'extension de son emprise sur la jeunesse ouvrière, agricole et étudiante, ainsi que sur toutes les corporations travailleuses et libérales, dans le dessein d'asservir nos populations au capitalisme ;

Il proteste avec énergie : Contre l'autorisation d'enseigner accordée à certaines congrégations en violation de la loi ;

Contre le maintien dans les cadres de l'enseignement de maîtres dont l'activité antilaïque en ruine le caractère ;

Il demande au Gouvernement de ne plus tolérer les pressions exercées sur les parents fidèles à l'école nationale et de poursuivre les colporteurs de celle-ci ;

De ne plus admettre comme instituteurs auxiliaires ou comme élèves-maîtres les jeunes gens issus directement de l'enseignement privé ;

De ne plus permettre que soient accordés illégalement les crédits aux écoles privées ;

De réformer d'urgence la procédure d'office en matière de constructions scolaires ;

Le Congrès s'engage à poursuivre inlassablement la réalisation des revendications suivantes :

1° Une école laïque doit exister dans chaque commune ;

2° La loi du 21 juin 1865 sur les cours secondaires spéciaux doit être rapidement abrogée ;

3° L'égalité des diplômes doit être obtenue. Le B. S. obligatoire pour l'entrée dans l'enseignement public doit être exigé des maîtres de l'enseignement privé ;

4° Les moniteurs de l'enseignement privé doivent être d'âge scolaire, exercer dans les locaux occupés par les maîtres titulaires. Les abus actuellement constatés dans leur recrutement et leur mode d'emploi doivent être réprimés ;

5° L'amendement Brard tendant à l'interdiction de constructions d'écoles privées dans les communes de moins de 3.000 habitants, doit être repris et la nécessité de la nationalisation de l'enseignement proclamée.

Le Congrès invite les sections du syndicat national à reprendre avec vigueur la bataille en faveur de la laïcité afin que sortent de leur léthargie et les parties qui consacraient jadis à ce problème une part de leur effort et les parlementaires et les gouvernants dont les sympathies à son égard ne sauraient se borner à des discours et à des promesses.

Et vous voudriez, camarades, après cela nous faire croire que la C.G.T. qui couvre une telle marchandise respecte toutes les opinions religieuses...

Paul Vignaux

dont un camarade du Doubs disait :

« Un professeur en Sorbonne, non tu rigoles, c'est un copain, vient d'écrire dans la « Revue de Paris » du 15 août dernier, un article : « Le Syndicalisme chrétien », dont nous pouvons tirer tous un réel profit. »

Que tous les syndicats achètent ce numéro pour 7 fr. 50 au siège de la revue, 3, rue Auber, Paris (9°).

L'ACTIVITÉ FÉDÉRALE

Notre dernier Conseil National élargi

Mettant à profit la présence à Paris des Délégués syndicaux venus des diverses régions assister au Congrès confédéral du 26 et aux Fêtes du Cinquantième du 27 juin, le Bureau de notre Fédération avait convoqué en un Conseil national élargi les représentants de ses divers Syndicats.

A 14 h. 45, dans la Salle du Musée Social, 5, rue Las-Cases, Charlemagne Broutin, Président fédéral, ouvre la séance après quelques mots de bienvenue aux camarades présents, il explique le caractère de la réunion et passe ensuite à la représentation des différentes régions par les Délégués présents :

Paris représenté par Léonard et Gerstel, Lyon : Charbonnier, La-verlochère, M^{lle} Bergeron ; Alger, Cholet, Secoudy ; Grenoble, Bonnet Louis et Bonnet René ; Valenciennes, Misery ; Montpellier, Castanie ; Carcassonne, Verger ; Bordeaux, Artaud ; Belfort, Kiefer ; France-Comté, Bernard ; Grandvillars, Cate ; Quimper, Le Gallic ; Tours, Canard ; Maine-et-Loire, Fleury ; Cherbourg, Espéret et Levallois ; Avranches et Sourdeval, Marie ; Saint-Lô, Bonamie ; Les Ardennes, Biver, Dupont, Rofila ; Saint-Etienne et la Loire, Chacornac ; Troyes, Dumay.

Le Président fédéral remercie les Délégués d'avoir répondu à l'appel de la Fédération et passe la parole au Secrétaire permanent pour le compte rendu d'activité dont nous retiendrons les points principaux.

Malgré les difficultés d'action dans notre milieu métallurgiste, le quel est dominé par l'ancienne C.G.T.U. et le parti communiste avec ses cellules « d'usines », nous avons réussi, au cours de l'année écoulée, à tripler et nos effectifs, et le nombre de nos Syndicats ; de plus nous avons la joie de saluer pour la première fois la présence d'un représentant des métallurgistes d'Alger : notre camarade Secoudy, depuis quelques mois l'Algérie est entrée à son tour dans la voie des réalisations syndicales. Le Maroc s'organise lui aussi, et nul doute qu'avant peu les métallurgistes ne créent à leur tour des Syndicats.

Nous avons tout lieu de nous ré-

Un Syndicaliste Chrétien retour de Russie

Notre camarade Jean Raynaud, ex-président de la Jeunesse Syndicaliste Chrétienne de Paris, Président fondateur de Jeunesse Maritime Chrétienne, a réuni dans une brochure remarquable de précision et d'observations, les faits qu'il a vus de ses propres yeux, les conversations qu'il a pu avoir avec certains Russes. Tout cela est particulièrement suggestif et doit être connu de tous nos camarades ; pas un de nous ne devrait ignorer ce que l'un des nôtres a vu, entendu pour nous. Son témoignage est d'une valeur inestimable ; nous avons le devoir de l'utiliser au maximum ; tous les Syndicats devraient posséder dans leur bibliothèque la brochure de Jean Raynaud et l'utiliser pour leur propagande.

C'est ainsi qu'à la page 42 nous lisons :

« Ce que l'on m'avait dit, ce que j'avais déjà soupçonné à quelques signes, pendant mon séjour à Moscou, ce que j'avais remarqué en passant devant l'usine de la forte Pierre et Paul, je le vois ici clair comme le jour. C'est, sous le contrôle d'hommes armés qu'ici des ouvriers travaillent. »

Et quelques lignes plus bas :

« Chaque année, on fait un emprunt volontaire, variant de 10 à 20 p. 100 du salaire. Cela se passe très simplement. Le délégué syndical, fonctionnaire d'Etat, rassemble les ouvriers et propose l'emprunt. Qui oserait refuser l'emprunt ? Et les cotisations et les souscriptions de toutes sortes. »

Voyez quêtes pour l'Espagne !!! Cette brochure est vendue, prix actuel : 3 francs. Nous centralisons les commandes à notre Secrétariat pour simplifier la besogne de nos camarades.

La Retraite des Vieux Travailleurs ?

Ceux qui n'ont pas attendu 1937 pour s'en faire un slogan

C'est le premier Congrès National de la C. F. T. C., en Mai 1920, demandant que la vieillesse du Travailleur soit garantie par une retraite suffisante.

jouer du bilan de l'année écoulée nous marchons maintenant avec une organisation qui doit accroître notre confiance et nous permettre d'envisager l'avenir avec plus d'assurance.

La création du Syndicat général des Agents de Maîtrise de la Métallurgie est un fait accompli, puis février dernier, notre Journal Fédéral a pu, également, avec des ressources insignifiantes se maintenir et paraître plus régulièrement.

L'action professionnelle entreprise par nos Syndicats affiliés a produit d'heureux résultats, dans beaucoup de cas cette action a permis à nos camarades de prendre conscience de l'importance du rôle qu'ils sont appelés à jouer, leur autorité syndicale en a été augmentée d'autant, et, c'est ainsi que beaucoup n'hésitent plus à prendre dans leurs entreprises l'initiative de défendre avec beaucoup d'ardeur les intérêts professionnels du personnel et n'hésitent plus à prendre position pour faire respecter les droits des syndiqués adhérents à nos organisations, chaque fois qu'il en est besoin, ils interviennent vigoureusement pour obtenir le respect de la Liberté syndicale.

Pour les cas de grève déclenchée pour des motifs futiles par les organisations révolutionnaires, certains sont intervenus pour y mettre un terme et la méthode employée a déjà donné d'heureux résultats.

Les crédits mis à notre disposition par le Congrès de janvier nous ont permis de doter notre Secrétariat des services administratifs nécessaires par la croissance de nos effectifs, néanmoins un important travail reste à accomplir, l'organisation de la propagande destinée à assurer une liaison plus suivie entre la Fédération et ses Syndicats, la préparation des améliorations à apporter aux conventions collectives lors de leur renouvellement à partir de janvier 1938 doit retentir dès maintenant notre attention, notre journal fédéral doit devenir, entre les mains de nos propagandistes, un puissant outil de travail, son amélioration doit être poursuivie, il faut, pour cela, que fonctionnent avec régularité le Comité de rédaction.

(Suite page 3.)

Un arbitrage pour les allocations familiales

M. Charles Blondel, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat et choisi comme surarbitre par les Fabricants des Produits Chimiques de la Marne et leurs Collaborateurs, vient de rendre une sentence, dont nous résumons les points principaux :

« Considérant les charges croissantes imposées aux familles nombreuses du fait de la hausse des prix et l'élément familial important que constitue pour l'éducation et l'entretien dans de meilleures conditions et à de moindres frais, la présence de la mère au foyer, décide qu'il y a lieu d'accorder aux Collaborateurs bénéficiaires des Allocations Familiales dont la femme reste au foyer une allocation mensuelle de 125 fr., cette allocation est distincte de celle accordée pour chaque enfant et vient s'ajouter en supplément des sommes touchées. »

Un patron de combat à Saint-Etienne

Depuis le mardi 3 août le personnel occupé par la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne qui comprend, d'une part 700 employés et 900 ouvriers, est en grève.

M. Mimard, patron de droit divin et multimillionnaire, s'obstine à refuser à ses employés une rémunération honnête. Pour donner à son refus une apparence de légalité, il se réfugie dans la procédure de l'arbitrage dont il s'est employé à entraver la marche normale. Qu'on en juge :

(Suite page 3.)

La Vie Fédérale et Syndicale

Avec ceux qui luttent pour leur pain la paix et les libertés ouvrières

A Toulouse le bandeau tombe

Je dois aux Métallurgistes toulousains, étonnés de notre audace, quelques explications sur les raisons qui nous ont poussés à fonder un syndicat chrétien dans une usine déjà syndiquée en majorité à la C. G. T.

Tout d'abord, beaucoup de nos camarades sont revenus de la fameuse lutte de classe.

La haine qu'elle engendre conduit à la Révolution, qui est bien la plus cruelle des guerres ; c'est pourquoi, une fois de plus, ne voulant pas en être les éternelles victimes, ils la rejettent pour envisager la collaboration.

Nombre de nos amis, de plus, sont écœurés par certaines méthodes de recrutement. Plus de 90 % des adhérents cégétistes sont les dupes des principes révolutionnaires de la C. G. T. On n'est pas syndicaliste uniquement en signant une feuille d'adhésion, mais dans la mesure où l'on a reçu une formation syndicale, où l'on a étudié les divers problèmes qui touchent le travail et les travailleurs.

Or nous constatons qu'après plus d'un an de syndicalisme les trois quarts des cégétistes ne savent pas du tout ce que veut dire « Syndicat » et où les conduit le mouvement qu'ils suivent.

Cependant, nombreux sont les travailleurs qui voudraient trouver chez les organisateurs de meetings réclamant hautement soit la liberté individuelle, soit la liberté syndicale, assez de loyauté pour accorder ces mêmes libertés à tous ceux qui ne partagent pas exactement leur idéal.

Ici, je me contenterai de citer très objectivement quelques exemples pris sur le vif.

1) Demander, sur le cahier de revendications le renvoi d'une trentaine d'ouvriers accomplissant consciencieusement leur tâche professionnelle, corrects envers le patron et envers leurs camarades parce qu'ils ne sont pas syndiqués à la C. G. T., et après cela prôner la liberté, c'est le comble de l'hypocrisie.

2° Quand, après de nombreuses demandes à la mairie, à la préfecture, au ministère, on peut enfin reprendre son travail, non pour faire plaisir à un directeur mais pour GAGNER SON PAIN, celui de sa femme, de ses enfants, et que, en retour, on reçoit, à l'entrée de l'usine, au travail, des poignées de boules, de riviels à la figure, est-ce au nom de la liberté individuelle ?

On ne doit donc pas s'étonner si une poignée de jeunes hommes, conscients de leurs responsabilités, appartenant pour la plupart à une même religion, créent un syndicat basé sur une doctrine de paix sociale, de justice distributive qui respecte tout à la fois la dignité de l'homme et celle du chrétien.

Jugez encore : Les membres du Syndicat des ouvriers et employés de l'aviation de Toulouse, saisis par la circulaire du Ministre de l'Air en date du 26 mai 1937, mettant fin au conflit des usines Latécoère.

coère, décident que le personnel des usines S.I.D.A.L., actuellement en conge payé, reprendront le travail le 27 mai 1937 ; « qu'ils seront appelés à approuver cette reprise au scrutin secret et sous la surveillance d'un officier ministériel et des représentants de la Direction et des syndicats ». (Texte de la circulaire).

Or, ce scrutin a eu lieu, non à 14 heures, comme il avait été fixé, mais à 15 heures. Une vive discussion s'éleva et les délégués de la C. G. T. ont encore eu l'audace de s'opposer à ce que notre collègue, régulièrement mandaté soit présent. Il est à noter que les délégués de la C. G. T. ne possédaient aucun mandat de leur groupement et que l'un d'eux n'est même pas ouvrier de l'établissement, ce qui est un comble ! Energiquement notre camarade tenta de faire valoir ses droits. Ils sont indiscutables. Hélas ! le représentant de la direction, les huisiers se gardèrent bien de soutenir ses légitimes prétentions ; au contraire, ils décidèrent de se réunir à huis-clos avec les délégués de la C. G. T. et, naturellement, toujours au nom de cette liberté syndicale qu'ils réclamaient avec tant de force, ils « vidèrent » notre ami.

Après cela, ils peuvent mettre en tête de leur programme :

Liberté individuelle
Liberté syndicale ! ! !

Heureusement que tout a une fin et qu'un jour les yeux s'ouvrent. Les brimades les plus honteuses ne peuvent pas paralyser notre dynamisme ; elles ne font, au contraire, que l'accroître. Nous comptons maintenant plus de 150 membres.

Pour expliquer notre développement, des courageux, ne reculant devant rien, nous ont appelés « Jaunes ».

« Jaunes », nous ? Allons donc, vous voulez rire !

Croyez-vous que 50 ans de syndicalisme ne montrent pas à tous nos loyaux envers les travailleurs de toutes conditions ?

Pouvez-vous, durant le demi-siècle de notre existence, citer des faits semblables à ceux que je vous mets les yeux ?

Si par hasard ils ne plaisent pas à certains, je leur demande de me confronter avec eux. Vous me connaissez suffisamment camarades métallurgistes toulousains et vous savez que jamais je ne recule devant les responsabilités lorsqu'il faut les prendre.

Connaissez-vous l'histoire d'une certaine usine de chaussures toulousaine ?

Le patron a fait déclencher la grève, en un certain moment, dans l'espoir de se faire augmenter une adjudication concernant la fourniture de plusieurs milliers de souliers de sous-officiers ; malheureusement, il s'est enfoncé le doigt dans l'œil.

Après un mois de grève forcée en morte saison et en plein hiver, cinquante centimes d'augmentation sont accordés. Les sans-travail n'ont aucun secours de grève, mais simplement la faculté d'aller, avec

une casserole, mendier à la porte des usines de la ville.

Les syndicats chrétiens, qui n'ont jamais hésité à faire une grève lorsqu'il n'y avait plus aucun moyen d'obtenir gain de cause, ne peuvent pas s'associer à une pareille maladresse dont les travailleurs ont été les victimes.

De même pour l'affaire Dewoitine. Après leurs tristes exploits, les meneurs se sont tous « planqués », soit comme chronomètres, chefs de groupe ou chefs d'équipe, voire même comme observateurs ; et ceux qui avaient manœuvré dans l'espoir d'une prébende, ne les voyant pas venir, ne peuvent contenir leur rage.

Autre chose : les camarades de l'Epargne mandataient un de leurs secrétaires pour défendre leurs intérêts ; celui-ci signe devant le ministre le renvoi d'une trentaine de cégétistes pour fait de grève ?

Que par malheur, nous posions quelques questions très précises, et l'on nous répondra froidement que c'est une épidémie de jaunisse.

Non, les travailleurs ne se laissent plus bernier, les sacrifices librement consentis portent leurs fruits. A l'heure présente, nos permanences regorgent de représentants de toutes les corporations. Ils demandent à la C.F.T.C. de défendre, avec la loyauté qui la caractérise et sa grande expérience, leurs intérêts. Tous les corps de métiers, toutes les industries, pétrole, textile, métallurgistes de toutes conditions viennent renforcer nos rangs.

Naguère, nous disions aux métallurgistes toulousains que, pour les réunir tous dans un meeting, il nous faudrait les plus grandes salles de la ville ; nous ne nous trompions pas. Il n'est pas une doctrine plus intrinsèque que la nôtre en ce qui concerne le respect des droits et des devoirs des travailleurs. Elle répond pleinement à toutes les aspirations humaines, développe toutes nos facultés.

A la haine, nous opposons l'amour, la charité. A la lutte des classes, la collaboration.

Et si cela est une révolution, nous la ferons, car nous voulons gagner honnêtement notre pain et celui de nos familles.

D'aspirer à posséder son petit jardin, sa maison afin de se reposer, de permettre à l'épouse d'être à son foyer, de demander suffisamment de loisirs pour refaire ses forces physiques, morales et intellectuelles.

Révolution que le Christ est venu inaugurer voilà vingt siècles et que nous voulons continuer sans mettre tout à feu et à sang, estimant que le sang qui coule dans nos veines, dans celles de nos enfants, nous devons le conserver pour une cause encore plus grande, encore plus noble, celle d'édifier la Cité nouvelle dans la Justice et la Paix.

André JAMMES,
ouvrier aux usines
Latécoère.

calisme. Ils empoisonnent l'atmosphère que nous respirons, obligent à une défense stérile, retiennent de part et d'autre une attention, une activité qui s'emploieraient beaucoup plus utilement par ailleurs.

Il est temps — je pense avec beaucoup d'autres — de démasquer ces entreprises qui ne peuvent qu'aboutir à la désagrégation de notre si magnifique mouvement syndical.

Vous vous demandez peut-être qui a écrit cela : c'est un des plus éminents militants de la C.G.T., Raymond Dumoulin (voir « Syndicat », journal de la C.G.T. du 8 juillet).

Il n'y a rien à ajouter à ce texte, nous n'aurions peut-être pas osé l'écrire, c'est un de la C.G.T. qui l'a fait pour nous.

Le rédacteur de la « Dépêche » à Chasseneuil, comprendra peut-être maintenant pourquoi nous sommes adhérents à la C.F.T.C.

Si ces Messieurs de l'organisation la plus représentative se mangent le nez en haut lieu, plus que jamais nous ne voulons pas nous laisser rouler comme ils l'ont été, c'est-à-dire dépossédés et mis au pas par Moscou.

Un de la C.F.T.C.

Le récent replâtrage du Comité National Confédéral de la C.G.T. confirme nos affirmations.
L'Unité du lapin avec le boa communiste !

PAS-DE-CALAIS

SAINT-OMER

Folie ou mensonge

Il nous a été pénible de constater qu'un certain personnage qui prétend défendre la classe ouvrière soit obligé d'employer les armes du mensonge et de la calomnie vis-à-vis d'une autre organisation ouvrière.

Ce personnage qui signe Jean le Métallo, dans un journal plus politique que syndicaliste, met en cause la démarche que notre permanent a été appelé à faire à Audruicq.

D'accord, camarade, une entrave à la liberté syndicale a eu lieu, mais crois-tu que nous ne savons pas la faire respecter cette liberté ?

Nos amis qui ont été brimés justement pour cette liberté ont su se défendre, et partout nous saurons la défendre, et puis homme sincère, voudrais-tu demander au camarade Charlie Cole ce qui s'est passé au bureau du contremaître Le Moal ? Pourtant Charlie est syndiqué chez toi ; en plus, voudrais-tu demander aux délégués de chez toi également l'accord qui avait été conclu pour défendre le camarade Charlie, accord qui n'a pu se réaliser par le sectarisme patronal ?

Demande l'avis aussi du Secrétaire de la Métallurgie C.G.T. de Saint-Omer qui pourra peut-être te dire ce qu'il pense de notre attitude et de la tienne ; il est deux choses que tu puisses peut-être définir, ou tu es un inconscient qui ignore ce que tu écris, ou alors tu sais ce que tu écris, mais dans ce cas le mensonge est ton arme préférée ; aussi, avec des hommes comme toi, ne discutons plus.

Paul SAVARY.

Au Bureau des Métallos

Après lecture du dernier compte rendu qui est adopté, le bureau dans sa séance du 25 mai note les nouvelles adhésions.

Chacun donne ses impressions sur la réunion du 4 mai, où notre ami Jean PERES développa la vie des syndicats depuis la loi de 1834.

Le bureau fait des réserves sur le bureau de la Métallurgie en formation à AUDRUICQ. Suite à quelques renseignements qui ne peuvent s'allier avec nos principes, et mandate le permanent et deux membres du bureau pour se rendre sur place afin d'étudier la situation de plus près, nous tiendrons les métallos au courant des conversations qui vont avoir lieu.

De la franchise

Quelques bruits tendancieux nous étant parvenus au sujet d'un métallogiste soi-disant ne respectant pas la loi de 40 heures, nous nous sommes vus obligés de convoquer ce camarade, afin de donner les explications à ce sujet. Notre ami est prêt à se confronter avec ceux qui bien souvent parlent sans savoir, et ne cherchent pas à connaître la vérité. Nous pensons que cette mise au point est suffisante ; nous n'y reviendrons plus, nous aimons la franchise et la loyauté, et nous supposons que d'autres sur tous des syndicalistes, auront à cœur d'en faire autant.

Le Bureau de la Métallurgie.

Le bureau de la Métallurgie s'est réuni en séance extraordinaire le 2 juin 1937, pour statuer sur le cas des nouveaux syndiqués d'Audruicq.

Après le compte rendu des deux membres du bureau qui sont allés sur place étudier la situation, le bureau décide de refuser l'adhésion de deux promoteurs du mouvement et leur envoie la note suivante :

« Suite à notre réunion extraordinaire du 2 juin 1937, le bureau

de la Métallurgie se voit dans l'obligation de refuser votre adhésion au Syndicat Libre (C.F.T.C.) à cause des incidents qui se sont produits tout récemment et qui ont failli mettre notre mouvement en difficulté.

« Si par la suite vos idées sont sincères, et sans aucune contrainte patronale, vous desirez revenir parmi nous, nous nous ferons un plaisir de vous accepter.

Recevez, cher Camarade, nos sincères salutations. »

Et aux autres syndiqués qui furent entraînés dans le mouvement, le bureau leur envoie une nouvelle adhésion et la note suivante :

« Suite à notre réunion extraordinaire du 2 juin 1937, le bureau de la Métallurgie (C.F.T.C.) a étudié votre cas.

« Ayant considéré que vous avez agi sous la contrainte d'un camarade, ou peut-être même du patronat, nous nous voyons obligés de vous renvoyer une nouvelle adhésion que vous remplirez avec votre entière liberté.

« Si cela vous convient, vous remettrez votre nouvelle adhésion, 77, rue Carnet, Saint-Omer.

» Le Secrétaire :
» Eugène PETITPRE. »

• • • • •

Chez nos Métallos

La métallurgie a tenu sa réunion générale le 11 juin. Le président remercie les syndiqués d'être venus nombreux à cette réunion et donne la parole au secrétaire qui donne le rapport sur l'activité de la section. Les camarades reconnaissent très justes les décisions prises par le bureau au sujet des événements qui se sont déroulés depuis la dernière réunion générale.

Ensuite la parole est donnée à notre jeune permanent qui anime comme on peut dire la flamme de tous les syndiqués par une cause pleine de valeur.

Il répond ensuite aux quelques questions posées par les camarades et la réunion prit fin après que les copains eurent reçu comme consigne : propagande, propagande.

Eugène PETITPRE.

COTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC

A la suite de la réunion de la Commission paritaire pour l'élaboration de la convention collective départementale, réunie le 2 août à la Préfecture, entre délégués patronaux, délégués ouvriers C. G. T. et C. F. T. C., l'accord n'a pu s'accomplir le conflit suivra la procédure légale.

Les points sur lesquels nous n'avons pas pu nous mettre d'accord sont :

Art. 4. Sur le droit de contrôle par les délégués d'ateliers, des versements réguliers des Assurances sociales et allocations familiales.

Art. 23. — C.G.T. demandant à ce que le licenciement puisse être discuté amiablement entre les délégués ouvriers et patronaux.

Art. 26. — Application des lois et décrets concernant l'hygiène et la sécurité, principalement : lavabos et vestiaires.

Art. 27. — Les 5 jours à 8 heures.

Art. 28. — Suppression d'emploi pour ceux ayant une pension suffisante pour vivre.

Allocations familiales : rajustement de ces dernières au coût de la vie.

Art. 21. — C. F. F. C. : Majoration de 100 p. 100 pour le travail effectué le dimanche dans le but de faire exécuter le moins de travail possible ce jour-là pour permettre aux ouvriers de passer ce jour avec leur famille et de remplir pour ceux qui le désirent leurs devoirs religieux.

Art. 30. — C. F. T. C. demandant trois jours de congés supplémentaires après cinq ans de présence et 6 jours après dix années de présence dans le même établissement.

Art. 23. — C. F. T. C. Apprenti ayant un diplôme professionnel bénéficiera d'une année d'ancienneté.

Pour les salaires, les délégations ouvrières restent sur leurs positions.

A la suite de cette Commission, les camarades Mescam et Montvoisin, de la C. F. T. C., ont posé une question à un délégué patronal.

Pour quel motif y a-t-il deux barèmes différents dans la même spécialité, certains appartenant à un syndicat de création récente et d'origine douteuse, d'autres appartenant à des syndicats anciens ? Ce délégué patronal a répondu qu'à la paie prochaine, tout le personnel serait au même tarif, avec rappel du jour où le tarif avait été mis en vigueur pour les ouvriers ne l'ayant pas eu au début.

C'est grâce à l'intervention de nos camarades Mescam et Montvoisin que nous avons eu ces résultats si appréciables.

Dans cette affaire, nous ne comprenons pas l'attitude du syndicat professionnel qui a signé les yeux fermés les propositions patronales sur toute la ligne. Nous espérons que nos camarades du Syndicat Professionnel verront clair et rentreront dans les rangs de la C. F. T. C.

Imprimerie Centrale
12, rue St-Siméon,
Bordeaux.
Le Gérant: Henri SINJON.

CALVADOS

DIVES-SUR-MER

A la suite de l'arbitrage rendu le 25 mai 1937 concernant un relèvement de salaires pour le personnel de la Compagnie Générale d'Electro-Métallurgie, les deux arbitres désignés par les parties ont convenu qu'il y avait lieu d'augmenter les salaires du personnel de cet établissement d'un taux uniforme de 0 fr. 25 de l'heure.

Une première augmentation de 0 fr. 50 ayant été appliquée en janvier, c'est donc un total de 0 fr. 75 qui s'ajoute aux salaires d'octobre 1936.

Les arbitres ont décidé qu'aucune augmentation ne sera accordée tant que l'indice, pour le département, n'aura pas atteint le chiffre de 113 points.

En juillet notre camarade Gerstel, Trésorier de la Fédération, en vacances dans la région, a fait une visite aux camarades de Dives, il a rapporté une impression très favorable des entretiens qu'il a eus avec les militants, plus particulièrement avec l'animateur de nos organisations le camarade Girard.

CAEN

Interrompant pour quelques heures les vacances, bien méritées, qu'il prenait avec sa famille à Courseulles-sur-Mer, Jean Gerstel s'est rendu à Caen pour saluer les Métallurgistes adhérents à nos organisations, il n'a pu, comme il l'aurait désiré, les voir tous, la période de vacances en avait éloigné un très grand nombre ; il a pu, tout de même, rencontrer à la Permanence quelques militants infatigables et, parmi eux, le camarade Lemaitre, celui-ci a fait part à Gerstel des conditions dans lesquelles s'effectue l'action syndicale dans la région, malgré toutes les difficultés nos camarades tiennent bon et envisagent l'avenir avec confiance.

SAVOIE

CHAMBERY

UN BEL EXEMPLE DE TENACITE

La section de « l'Aluminium Français » du Syndicat Professionnel Savoyard de la Métallurgie vient d'obtenir un brillant succès aux dernières élections des délégués dans la catégorie « Entretien ».

Dans cette très importante usine le personnel dès juin dernier se fit inscrire en majorité à la C.G.T. Les autres cédant aux pressions patronales signèrent leurs bulletins d'adhésion au syndicat mais son qui depuis s'est affilié à l'organisation jaune de la C.N.T.

Seuls quelques camarades préférèrent conserver leur indépendance et, quand fut fondé notre syndicat, donnèrent leurs adhésions à notre organisation.

A défaut du nombre, notre syndicat fut bien celui qui fonctionna le mieux à Chambéry. Les réunions de bureau et les réunions mensuelles se tinrent très régulièrement si bien que, sans grossir démesurément, le nombre des syndiqués augmenta sans cesse, et il n'était pas rare de voir chaque semaine quelques camarades qui ne voulaient faire le jeu ni la lutte des classes, ni du capitalisme omnipotent se joindre à nous et devenir même de bons militants.

Or, le mois dernier eurent lieu les élections de délégués. On pensa immédiatement présenter des candidats bien que notre nombre, malgré les adhésions nouvelles ne nous permettait aucune chance de succès. On présenta un candidat au laminage et un candidat à l'entretien.

Notre candidat du laminage ne fut pas élu mais obtint cependant un bon nombre de voix. Quant à notre ami Jean Sulpis notre candidat au service entretien, il fut brillamment élu délégué titulaire, battant le délégué sortant qui se trouvait entre parenthèses le Secrétaire de la C.G.T. pour l'usine.

Bel exemple de ténacité et de félicitations au camarade Sulpis et également au camarade Roux-Pontaine, modèle des secrétaires de syndicat dont le dévouement à la cause du syndicalisme chrétien est bien un peu à l'origine de ce brillant succès.

Paul VIRET.

FINISTERE

QUIMPER

Syndicat de la Métallurgie

LES CONTRATS COLLECTIFS

A Quimper, chaque organisation ouvrière (C.F.T.C. et C.G.T.) avait préparé un projet de contrat collectif ; ils ne furent pas agréés par les patrons et ces derniers proposèrent à leur tour un projet.

C'est ce projet qui fut discuté en commun par la C.G.T. et la C.F.T.C. ; après de laborieux pourparlers il fut mis au point et signé le dix avril dernier. Ce contrat porte la signature des délégués des deux Confédérations, toutefois les Cégétistes ne voulurent pas signer en présence de nos camarades ; on signa donc isolément et le contrat entra en vigueur à la satisfaction de tous.

Dans la « Boîte Métallique » qui est une profession un peu différente de la métallurgie, un contrat spécial fut signé avec la Direction des Etablissements Ramp. Le personnel se trouvant syndiqué à la C.F.T.C. notre organisation fut seule à signer ce contrat qui apporte d'excellentes améliorations au sort du personnel.

A Poitiers, l'injure et la calomnie armes des dictateurs contre la vérité et la liberté

Le 7 juillet nos camarades, Michaud, Secrétaire de l'U.D., Laplasse, vice-président, et Dhay, Secrétaire de notre syndicat de la Métallurgie, ont organisé une conférence à la Mairie de Chasseneuil.

Cette réunion qui s'est déroulée devant une quarantaine de camarades a vivement intéressé l'assistance et a constitué un excellent exposé de la doctrine de la C.F.T.C. De l'exposé de Michaud et des interventions de Dhay et Laplasse on peut tirer aussi notre profit.

Défense des intérêts moraux et matériels de nos camarades dans le cadre des lois existantes, pas de politique ni de contrôle religieux, indépendance vis-à-vis des groupements patronaux, tolérance des idées, et pas d'actes de « Syndicats jaunes ».

A la suite de cette causerie un compte rendu paraissait dans La Dépêche où le rédacteur, tranchant sur l'objectivité habituelle de ce journal, terminait son article par un coup de griffe en faisant remarquer que Michaud n'avait pas signalé tout ce que les travailleurs devaient à la C.G.T., organisation la plus représentative, et qu'il était regrettable que les amis se divisent en organisations séparées.

Presque aussitôt nous recevons une circulaire tirée (oh, horreur sur papier jaune) émanant du Syndicat de la Métallurgie (C.G.T.) et dans laquelle était hautement proclamé que seul ce syndicat avait obtenu, seul il avait signé, seul il avait, etc., etc., etc., et que les travailleurs ne devaient pas se laisser prendre à ces syndicats qui sont les plus sûrs agents des patrons ! (sic).

« Pourquoi sont-ils nés, dit cette circulaire, seul le patronat peut répondre. » N'en déplaise à l'innocent qui a écrit ces lignes. Nous n'avons jamais eu besoin à la C.F.T.C. du patronat pour répondre à notre place, pas plus qu'il y a des années nous n'avons eu besoin de l'appui de tout un gouvernement pour agir selon les moyens possibles de l'époque. Mais au fait, cette circulaire tirée sur papier jaune ne vaut guère la peine qu'on y réponde, par contre retenons des lignes de la « Dépêche » un argument qui mérite d'être vu en face. Que nous reproche-t-on de ne pas tenir compte des avantages obtenus par la C.G.T. pour les travailleurs, et de diviser la classe ouvrière, en faisant des organisations séparées. Reconnaissons que c'est là un argument qui a sa valeur. L'Union fait la Force, d'accord, il semble qu'avec deux syndicats dans la même profession les revendications seront moins bien défendues, puisqu'il y aura division.

En apparence cela peut être vrai. Nous aurions mauvaise grâce à contester ce que la C.G.T. a arraché comme avantages depuis un an, surtout en faveur de la classe ouvrière, mais est-ce une raison valable pour y donner aveuglément son adhésion. Nous disons NON.

D'abord parce que lorsqu'on juge l'esprit d'une association on doit le faire sur des textes fondamentaux, or que lisons-nous dans la Charte d'Amiens de la C.G.T. L'affirmation que celle-ci a la lutte de classe comme base d'action et que l'expropriation et la grève générale y sont recherchées ? Voilà déjà des principes auxquels nous ne pouvons nous rallier.

Puis que voyons-nous en 1936 ? Voter une loi sur l'arbitrage obligatoire pour arrêter l'épidémie de grèves ! Loi approuvée par la C.G.T. Cette grande association considère donc qu'il faut arbitrer après avoir préconisé la grève générale. Pourquoi ce revirement ? C'est très simple ! On a chargé la poudrière et on craint maintenant de la voir sauter !

Secondement la C.G.T. réunifiée a-t-elle l'union et la cohésion qui font d'elle une organisation unique genre « Trade-Union » anglaise ?

Nous disons non !

Nous voyons des luttes intestines, surnoisies, des conflits qu'on cherche à masquer, et dans certaines villes des luttes ouvertes, lisez un peu ces lignes :

« Je suis et son formidable afflux, vers le syndicalisme, de troupes neuves ont ranimé les espoirs jusque-là déçus de nos camarades communistes. Ils ont trouvé là de nouvelles masses faciles à « travailler », c'est-à-dire l'occasion inespérée d'exercer (ce sont leurs propres termes dont je vais me servir) leur action systématique pour conquérir les syndicats, remplacer les dirigeants réformistes et — conséquemment — RALLIER AU PARTI COMMUNISTE les milliers et milliers de travailleurs qui, de bonne foi, sont venus au syndicalisme, rien qu'au syndicalisme.

C'est cela la « colonisation » entreprise de conquête, avec tout ce qu'elle comporte de fourberie, de vilénie, d'hypocrisie cachées sous le subtil vocable « d'habileté ».

Toutes ces manœuvres, tout ce travail surnoisie nuisent grandement au développement normal du syndi-

Notre dernier Congrès National élargi

(Suite de la page 1.)

Et le rapport se termine par un hommage rendu aux militants dont le dévouement a contribué pour une part importante au développement actuel de notre organisme fédéral.

* * *

Charlemagne Broutin, après avoir remercié le rapporteur, ouvre la discussion en précisant que le premier travail à faire doit être de revaloriser la cotisation et de faire en sorte que les chiffres d'effectifs soient ceux des cotisations.

Esperet demande des directives pour le renouvellement des conventions et l'organisation de la propagande; Charbonnier donne des indications sur le conflit des Etablissements Gindie et du Chavany, il indique que la C.G.T., pour empêcher toute reprise du travail, maintient devant l'usine un piquet de grève composé de 30 ouvriers auxquels elle verse une indemnité de 30 francs par jour, il regrette qu'un congrès n'ait pu avoir lieu et demande que soient suivies avec attention les conditions dans lesquelles se renouvelleront les conventions collectives, il indique ensuite un vœu adressé à la C.F.T.C. pour donner aux apprentis de moins de 16 ans un mois de vacances et 3 semaines pour ceux ayant dépassé cet âge; Bernard demande à son tour qu'une solution d'ensemble soit retenue sur les questions posées par Charbonnier.

Jean Pères répond qu'il serait préférable d'informer d'abord la Fédération avant de prendre des positions déterminées; nos camarades de Longwy ont également agi de la même façon en présentant au patronat de leur Région un projet de participation à la gestion des entreprises et à l'organisation d'une Assurance-Vie, toutes ces suggestions intéressantes, quant au fond, devraient être soumises à la Fédération pour être portées sur le plan national.

Aux félicitations adressées par plusieurs délégués pour le nombre de voix obtenues aux Elections du Conseil Supérieur du Travail, Pères indique les raisons pour lesquelles il avait hésité à faire acte de candidat, ce n'est, en effet, qu'après pointage des listes et du nombre de bulletins de vote adressés à la Fédération par nos Syndicats que les candidatures de Charlemagne Broutin et de Jean Pères furent posées, le nombre de voix que nous estimions tout d'abord à environ un millier a été largement dépassé, c'est qu'un certain nombre de Syndicats Indépendants ont apporté leurs suffrages à nos candidats. Charlemagne Broutin faisant écho aux résultats ci-dessus obtenus, précise que la propagande devra s'organiser d'abord auprès des sympathisants. Esperet demande des précisions au sujet de la formation des Comités régionaux professionnels en vue de provoquer d'utiles rencontres entre les militants. Charlemagne Broutin insiste à son tour sur la nécessité de réaliser des ententes professionnelles par Régions économiques, il indique ce qui vient d'être fait dans le Nord, un Permanent a été spécialisé pour diriger et organiser les Comités professionnels régionaux, lesquels seront placés sous l'égide des Fédérations de Métiers et des Unions régionales, il demande, enfin, de saisir de la question le Bureau fédéral pour une solution d'ensemble; une discussion s'engage ensuite sur la date à retenir pour la convocation d'un Congrès, il est décidé de s'en remettre au Conseil national d'octobre qui aura à régler et l'ordre du jour et selon les

informations, décidera du moment à retenir.

En l'absence de notre trésorier, Jean Gerstel retenu par ses obligations de propagandiste et de Secrétaire permanent du Syndicat de la Métallurgie de Paris, c'est Jean Pères qui présente le rapport financier; il indique tout d'abord les modifications apportées au taux de la cotisation et à sa perception: 0 fr. 25 par mois et par membre, et règlement par trimestre, il fait part aux délégués du concours apporté par la Fédération à la C.F.T.C. pour permettre à celle-ci de développer et de créer de nouvelles Centrales fédérales, il indique qu'il est du devoir des organisations les plus fortes d'aider les plus jeunes à se développer, c'est la raison qui nous a fait prendre en charges la location et l'aménagement des locaux du 3^e étage. Malgré les dépenses engagées, nos Caisses ont pu faire face aux demandes de paiements aux titres des diverses indemnités pour chômage et résistances adressées par les Syndicats affiliés; jusque là la perception des cotisations semble donner de bons résultats, nous enregistrons, pour le premier trimestre 1937, seulement 10 p. cent de nos Syndicats auxquels nous avons dû adresser des rappels, et notre Rapporteur conclut: malgré les dépenses effectuées pour notre nouvelle installation, notre budget est en équilibre, nous pouvons donc envisager l'avenir avec confiance, à l'unanimité le rapport financier est adopté.

* * *

Le Président fédéral, avant de clôturer ce Conseil national élargi, indique les tâches essentielles de nos camarades: l'administration doit faire l'objet de leurs préoccupations, ils doivent faire porter une partie de leurs efforts sur ce domaine, perfectionner nos méthodes pour obtenir de nos syndiqués le paiement régulier de la cotisation, c'est ainsi qu'on ne devrait pas enregistrer un pourcentage déficitaire sur ce point de plus de 10.

Nous devons, dit-il, avoir le souci de respecter les contrats signés, étudier attentivement leurs révisions et les améliorations à y apporter, nous devons former nos délégués d'ateliers, leur donner les moyens d'accomplir leur tâche; parlant des allocations familiales, il indique leurs modifications et, selon lui, nous nous acheminons vers une phase nouvelle; quant au vote de la vie, nous devons pour notre part tâcher de nous livrer à des enquêtes sérieuses, la tendance officielle étant de prendre les chiffres les plus bas, alors que sous les Gouvernements précédents nous pouvions nous rendre compte d'une méthode inverse. La situation économique doit faire l'objet de nos préoccupations, les difficultés auxquelles se heurtent les petites et les moyennes entreprises doivent retenir notre attention; à propos des élections au Conseil supérieur du Travail, nous devons, en règle générale, pratiquer la politique de la présence pour montrer à la fois et notre existence et l'intérêt que nous portons à toutes les questions professionnelles, c'est pourquoi il importe de nous préoccuper, dès à présent, des élections prud'homales et, en vue du prochain Congrès, préparer une enquête auprès de nos Syndicats, et le Président fédéral conclut: « Il nous faut mettre au service de nos principes et de notre doctrine des organisations fortes. » Les applaudissements saluent cette belle péroraison, et le Président donne rendez-vous à nos camarades pour le lendemain au Congrès confédéral.

J. B.

LIBERTÉ

(Suite de la 1^{re} page)

les derniers oriflammes s'effiloquent, les foules commencent à sentir que la liberté leur pèse. Les vapeurs de l'ivresse leur font la tête lourde et la bouche amère. Dans le crépuscule d'une lucidité naissante, ils aperçoivent des maisons qui flambent, de mauvais garçons qui battent, et des filous qui retournent les poches de dormeurs. Alors, une panique mêlée d'indignation leur tord les boyaux. Ils ont besoin de café noir et de tranquillité. Dès qu'ils aperçoivent un sergent de ville, ils se ruent vers lui, suppliants. « Fourrez-moi au violon, s'il le faut, mais secourez-moi; éteignez les incendies; matez les brigands! » Le sergent de ville, c'est le pouvoir. Il intervient à sa manière: à coups de matraque. « L'ordre, c'est que personne ne bouge et que les trains partent à l'heure », ronchonne-t-il.

Pour être plus sûr d'anéantir l'anarchie, il supprime les plus élémentaires libertés. Plus moyen d'aller et de venir, d'acheter et de vendre, de se marier ou de

tester, sans l'autorisation du service compétent, d'être caché, paraphé et contresigné. Comme il est toujours dangereux pour le sergent de ville que les citoyens fassent fonctionner leur jugeotte, défense non seulement de parler, mais, autant que possible, de penser. La matraque règne, ou le knout, ou la botte, selon les diverses méthodes locales de caresser l'échine des récalcitrants.

* *

Quand les conducteurs d'hommes, quand les partis et leurs chefs auront-ils le courage de dire que la liberté se gagne à la force du cœur et qu'elle ne consiste pas à faire n'importe quoi, mais à faire toujours plus facilement ce qu'on a le devoir de faire?

Quand arrachera-t-on la liberté aux griffes de ses exploités pour que, jeune et pure de nouveau, elle guide, d'un pas léger, les hommes sur la montagne — vers le ciel?

Joseph FOLLIER.

Arbitrage de M. Couturier

CONCERNANT LA DEMANDE DE RAJUSTEMENT DE SALAIRES DES COLLABORATEURS DE LA MÉTALLURGIE (POINTS PRINCIPAUX)

1^o Application à dater du 1^{er} mars des avantages ci-dessous:

Majoration des appointements de 8,5 %, paiement du taux des Allocations Familiales suivant la sentence Qualid du 7 février 1937, la majoration de salaires ne dépassera pas 270 francs. Aux appointements ainsi majorés on ajoutera une deuxième augmentation de 80 fr. par mois.

Les établissements ayant alloué une majoration à leur personnel avant le 1^{er} mars, celle-ci reste acquise.

2^o Lorsque les Collaborateurs rémunérés au mois pourront exiger du bénéfice des Fêtes légales chômées sans récupération sous le régime des 48 heures, cet avantage leur reste acquis. Si l'employeur en dispose autrement, il aura le choix entre le paiement de la journée récupérée ou sa compensation par une journée de repos.

Par contre, les employeurs pourront retenir à leurs Collaborateurs les absences bénévolement autorisées pendant la durée du travail normal lors d'événements familiaux ou locaux et demander aux intéressés la récupération du temps perdu.

3^o Dans tous les autres cas il n'y a pas lieu à compensation.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1937.

Chronique familiale

Mariages

Dans un quartier de Paris, où depuis juin 36 un groupe de militants syndicalistes chrétiens travaillent de toutes leurs forces à l'extension de notre mouvement, plusieurs d'entre eux se trouvaient réunis pour la célébration du mariage d'un de ceux qui eurent le courage de se proclamer syndiqués chrétiens et de le demeurer au prix de quelles difficultés!

C'est dans la charmante église de Saint-Hippolyte située à proximité de la porte de Choisy qu'a été béni le samedi 7 août à 11 heures le mariage de notre camarade Charles Cornet avec Mlle Marie-Louise Viart.

M. l'abbé Frey, vicaire de Bagneux, ancien aumônier scout, avait tenu à unir devant Dieu les deux fiancés. Notre camarade étant un de ces jeunes hommes auxquels M. l'abbé Frey avait communiqué la flamme de dévouement qui brûle en son âme sacerdotale.

Dans son allocution empreinte de la plus attentive amitié il a tenu à rappeler les heures passées en commun dans les réunions, dans l'action commune pour porter par l'exemple le Christ à tous ceux qui l'ignorent; il se félicitait de la fondation d'une nouvelle famille chrétienne et connaissait particulièrement son jeune chef, il félicitait la charmante épouse d'avoir uni sa destinée à un de ceux dont il connaît si bien la générosité d'âme.

En exprimant sa joie de la réalisation de cette union, M. l'abbé Frey invite les jeunes époux à placer leur confiance dans la divine providence et plus particulièrement lorsque des enfants conneront leur union.

Il rappelle avec une exquise délicatesse les paroles avec lesquelles le grand apôtre saint Paul comparait le mariage « à l'union du Christ avec son Eglise » et il termine en exprimant les vœux très abondants qu'il forme pour la prospérité et le bonheur du nouveau foyer qu'il consacre, vœux qu'il portera dans quelques instants au Christ présent sur l'autel dans la célébration de la sainte messe.

La cérémonie terminée, chacun s'en fut à la sacristie féliciter les nouveaux mariés et leur apporter des vœux nombreux pour leur bonheur futur, et comment ne pas ajouter que les militants syndicalistes chrétiens n'étaient pas moins empressés à accomplir cette si agréable mission d'autant, et nous tenons à le souligner, que la jeune fiancée avait quelques mois plus tôt exprimé le désir de soutenir efficacement l'apostolat social de son futur mari.

A notre camarade Charles Cornet et à sa gracieuse jeune femme les métabolites sont heureux d'apporter les meilleurs et plus chers vœux de bonheur.

Dans la dernière quinzaine de juillet a été célébré le mariage de notre camarade Bonnet, Permanent des syndicats départementaux de l'Isère. Depuis plusieurs années, celui-ci se dépense pour développer le syndicalisme chrétien dans ce département. Les métabolites pour lesquels il a beaucoup travaillé et avec succès, sont heureux d'apporter au militant dévoué et à sa jeune femme leurs meilleurs vœux de bonheur, et s'ils se réjouissent de la fondation de ce foyer chrétien, c'est parce qu'ils savent que son jeune chef y pourra puiser le réconfort indispensable pour poursuivre sa lourde tâche.

Le déficit de la balance commerciale pour le mois de juillet a été moins considérable qu'en juin; et, signe particulièrement favorable, pour les sept premiers mois de l'année 1937, l'exportation des objets manufacturés a augmenté en tonnage de 21 % par rapport à 1936. L'industrie lainière, en particulier, a bénéficié de ce réveil de l'exportation. Parallèlement le tonnage des bateaux désarmés était de 158.625 tonnes au 15 juillet, contre 394.000 l'an dernier.

D'autre part, les caisses d'épargne enregistrent, de nouveau, un excédent de dépôts.

En résumé, la conjoncture se présente sous un aspect plutôt favorable. Les mesures gouvernementales pour améliorer la production en auront leur efficacité accrue. Elles permettront, sans doute, d'éviter la crise économique qui paraissait devoir éclater au début de l'hiver.

Faites lire ce journal

A propos du régime de prévoyance et de retraite pour les collaborateurs

Nos camarades de la Fédération des Employés viennent d'établir un projet dont nous donnons ci-dessous les grandes lignes.

Les bénéficiaires du régime ci-dessous seront les Collaborateurs de moins de 60 ans, non inscrits aux Assurances Sociales.

Le versement à effectuer pour la constitution de la retraite est de 10 p. cent du salaire, en prenant comme base la somme déclarée au fisc pour l'impôt au titre des traitements et salaires, toutefois le maximum sur lequel la retenue sera effectuée est fixé à 75.000 fr. par an. Le prélèvement est effectué par l'employeur dont 5 p. cent sont à la charge et les 5 autres à celle du collaborateur; il verse la somme ainsi précomptée à la Caisse choisie par le collaborateur, celui-ci ayant le libre choix entre les caisses régies par l'Etat ou contrôlées par lui en application des diverses lois.

Répartition :

Sur le total de 10 p. cent, 7 1/2 sont affectés à la retraite et 1 pour cent à la constitution d'une assurance en cas de décès, le solde est réparti suivant le désir du bénéficiaire soit pour l'augmentation de la retraite, soit pour celle de l'assurance décès ou, encore, à la garantie du risque invalidité.

En cours de carrière le bénéficiaire pourra modifier de la répartition des sommes indépendantes de la retraite sous réserve des modalités fixées par le règlement. Les parts ainsi prélevées couvrent les droits de timbres et d'enregistrement, impôts, taxes et frais prélevés par les organismes d'assurance.

Pour les collaborateurs déjà affiliés à des Caisses de Prévoyance, la double contribution s'applique à

10 %	% s'il est âgé de 40 ans au 1 ^{er} janvier 1937;	
10,20 %	—	41
10,40 %	—	42
10,60 %	—	43
10,80 %	—	44
11 %	—	45
11,40 %	—	46
11,80 %	—	47
12,40 %	—	48
15,40 %	—	53
16 %	—	54 ans ou plus au 1 ^{er} janvier 1937.

Ces majorations seront réduites du fait de versements déjà effectués.

Les collaborateurs âgés de plus de 60 ans au 1^{er} janvier 1937 pourront bénéficier des avantages ci-dessus jusqu'à 65 ans s'ils sont toujours au service de l'entreprise; ces dispositions prendront fin au 1^{er} janvier 1952.

Le rajustement des salaires

L'Action de nos Syndicats

A Bordeaux A Belfort

(Suite de la 1^{re} page.)

pour que des conversations soient engagées. La manière désinvolte par laquelle on a congédié la demande des organisations ouvrières, est d'un autre temps.

Les patrons de la Chambre syndicale doivent comprendre que la paix sociale qu'ils réclament ne saurait s'établir sans concessions. Les familles ouvrières aspirent à une amélioration légitime de leur situation matérielle, en quoi elles ne font là aucune démagogie, et certains incidents que nous regrettons, car ils sont préjudiciables aux intérêts des deux parties ne doivent pas être un prétexte pour écarter toutes négociations.

Ceci dit nous demandons à certains camarades dans notre intérêt commun, de s'abstenir de créer des incidents entre membres des organisations ouvrières, avant d'écrire des petits papiers, qu'ils fassent part à nos syndicats des griefs qu'ils ont à formuler contre certains de leurs membres, car nous avons le devoir de nous respecter si nous voulons obtenir le respect de nos droits.

Un patron de combat à Saint-Etienne

(Suite de la 1^{re} page.)

Adhérent à l'Union des Syndicats métallurgiques patronaux de la Loire, M. Mimard prétend ne pas appliquer le contrat collectif signé par son groupement. Les collaborateurs qui ont contribué à sa richesse ne sauraient bénéficier des avantages dudit contrat, estimé par trop avantageux pour eux. Dactylos, employés de magasin touchent entre 300 et 400 francs par mois. La vie est belle, n'est-ce pas?

Pour mettre un terme à ce scandale, les employés acceptent que soit soumis à l'arbitrage le point de savoir s'ils relèvent du commerce ou de la métallurgie. Du 30 janvier 1937 au 28 juillet dernier ils ont attendu la sentence.

Enfin le surarbitre se prononce, et de la manière la plus fantaisiste, il déclarera sans donner aucun motif à sa sentence, que 45 à 50 employés seulement seront classés dans la métallurgie, les 650 autres relèveront du commerce et le patron, pour corser le scénario, ajoutera de sa propre autorité « commerce de détail ».

Mais tout à une fin. Le 3 août, une délégation précisait à M. Mimard qu'elle acceptait l'arbitrage, mais pour la seule question effectivement

la partie du traitement comprise entre le maximum soumis à retenue au titre de ces Caisses et la somme maximum de 75.000 francs.

Les deux tiers au moins de la somme affectée à la retraite constitueront une rente viagère à capital, soit aliéné, soit réservé, jusqu'à son échéance et, s'il y a lieu, le surplus constituera un capital différé; c'est sur cette partie, la seule, que jouera la faculté de rachat ou d'avances.

La retraite sera liquidée à 60 ans et par anticipation à 55 ans et après cessation de fonction.

Les avantages correspondant à la double contribution sont définitivement acquis au bénéficiaire du jour où le premier prélèvement a été fait.

La retraite pourra être reportée par moitié sur l'épouse ou sur les enfants de moins de 18 ans, au cas de décès du bénéficiaire.

Pour les employeurs qui auront réalisé un régime de retraite avant la signature du présent accord, les bénéficiaires auront la faculté, s'ils le désirent, d'adhérer au nouveau régime, les droits acquis étant maintenus.

Au cas où des contestations auraient lieu, il serait fait application de la clause arbitrale prévue à la fin de ce texte.

Période transitoire :

Les collaborateurs ayant atteint 41 ans au 1^{er} janvier 1937, la double contribution sera majorée de la façon suivante:

0,10 % entre 51 ans inclus et 45 ans,
0,20 % pour 46 ans et 47 ans,
0,30 % à partir de 48 ans inclus, sans dépasser 8 %, atteint à 54 ans.

Cette majoration est affectée exclusivement à la retraite.

En voici la progression :

En cas de désaccord les parties signataires désigneront un arbitre ou s'en remettront à la décision d'un surarbitre choisi par elle ou par le Président de la Cour d'Appel de la localité du siège de l'entreprise.

Conciliation-arbitrage :

En cas de désaccord les parties signataires désigneront un arbitre ou s'en remettront à la décision d'un surarbitre choisi par elle ou par le Président de la Cour d'Appel de la localité du siège de l'entreprise.

LE MOUVEMENT DES PRIX DU 2^{me} TRIMESTRE

PRIX DE GROS

Indices non pondérés (base 100 en Juillet 1914)

	Art.	Mois	1936	1937
		Mars	Avril	Mai
Indices généraux.....	45	405	537	583
Produits nationaux.....	29	444	554	558
Produits importés.....	15	363	507	487
Denrées alimentaires.....	20	427	521	522
Aliments végétaux.....	8	436	527	549
Aliments animaux.....	34	412	518	491
Sucre, café, cacao.....	4	419	525	534
Matières industrielles.....	25	368	552	54
Minéraux et métaux.....	7	395	649	619
Textiles.....	6	419	433	454
Divers.....	12	424	539	548

Indices pondérés (base 100 en 1914)

	Art.	Mois	1936	1937
		Mars	Avril	Mai
Indices généraux.....	126	411	550	552
Produits agricoles et alimentaires.....	89	42	578	522
Prod. d'orig. végétale.....	24	422	528	528
Prod. d'orig. animale.....	45	432	531	510
Produits industriels.....	87	397	670	677
Minéraux et métaux.....	17	420	609	571
Textiles.....	19	383	569	571
Café et cacao.....	14	271	432	479
Produits chimiques.....	25	452	540	545
Caoutchouc.....	8	75	141	145
Papiers.....	32	443	512	512
Bois.....	2	406	678	678
Ciments brigr., verres.....	6	532	737	752

L'indice des prix de détail caractérisant ceux-ci à Paris pour treize denrées de première nécessité est, chose curieuse, en baisse de 8 points sur les denrées suivantes: pain, viande, lard, beurre, oeufs, lait, fromage, pommes de terre, haricots, sucre, huile, pétrole, alcool à brûler.

Ci-dessous un tableau comparatif avec l'année 1936 et qui montre la hausse continue:

	1936	1937
Janvier.....	441	562
Février.....	446	577
Mars.....	446	577
Avril.....	443	580
Mai.....	456	584
Juin.....	458	576

PRIX DE GROS

Indices non pondérés (base 100 en Juillet 1914)

	Art.	Mois	1936	1937
		Mars	Avril	Mai
Indices généraux.....	45	405	537	583
Produits nationaux.....	29	444	554	558
Produits importés.....	15	363	507	487
Denrées alimentaires.....	20	427	521	522
Aliments végétaux.....	8	436	527	549
Aliments animaux.....	34	412	518	491
Sucre, café, cacao.....	4	419	525	534
Matières industrielles.....	25	368	552	54
Minéraux et métaux.....	7	395	649	619
Textiles.....	6	419	433	454
Divers.....	12	424	539	548

Indices pondérés (base 100 en 1914)

	Art.	Mois	1936	1937
		Mars	Avril	Mai
Indices généraux.....	126	411	550	552
Produits agricoles et alimentaires.....	89	42	578	522
Prod. d'orig. végétale.....	24	422	528	528
Prod. d'orig. animale.....	45	432	531	510
Produits industriels.....	87	397	670	677
Minéraux et métaux.....	17	420	609	571
Textiles.....	19	383	569	571
Café et cacao.....	14	271	432	479
Produits chimiques.....	25	452	540	545
Caoutchouc.....	8	75	141	145
Papiers.....	32	443	512	512
Bois.....	2	406	678	678
Ciments brigr., verres.....	6	532	737	752

L'indice des prix de détail caractérisant ceux-ci à Paris pour treize denrées de première nécessité est, chose curieuse, en baisse de 8 points sur les denrées suivantes: pain, viande, lard, beurre, oeufs, lait, fromage, pommes de terre, haricots, sucre, huile, pétrole, alcool à brûler.

Ci-dessous un tableau comparatif avec l'année 1936 et qui montre la hausse continue:

	1936	1937
Janvier.....	441	562
Février.....	446	577
Mars.....	446	577
Avril.....	443	580
Mai.....	456	584
Juin.....	458	576

PRIX DE GROS

Indices non pondérés (base 100 en Juillet 1914)

Somme	78,	88,5
Haute) ..	85,5	104,5
Vosges	79,	104,5

Une note officielle sur la situation économique

Dans les milieux officiels on donne sur la situation économique présente les indications suivantes :

« Pour la première fois depuis juin l'indice des prix de gros a baissé de 582 à 580, particulièrement pour les produits alimentaires (échecissement de 550 à 546). Ce mouvement est la conséquence d'une baisse des pro-

L'Expérience Française

Nous donnons ci-dessous l'exposé fait à notre réunion internationale de Mai par :

Paul VIGNAUX

Directeur d'études à l'École des Hautes Études, professeur à l'École Normale Ouvrière de la C. F. T. C.

Cet exposé a été complété en fonction des derniers événements

J'ai à vous parler de l'expérience française. Puisqu'il s'agit d'une réunion internationale, j'insisterai d'abord sur ce point : l'expérience française. (1)

Lorsqu'on fait des expériences en matière scientifique, en matière de physique, de chimie, de médecine même, les gens ou les choses sur lesquels on opère, et les instruments dont se servent les physiciens, les produits dont se servent les chimistes, sont des instruments et des produits relativement homogènes et qui se trouvent être les mêmes chez un physicien de Russie, des États-Unis, ou de France. Lorsqu'on fait des expériences — puisque le mot est à la mode — sur la matière humaine, le cas est tout différent.

En effet, la matière humaine, vous le savez mieux que moi, est essentiellement variable d'un pays à un autre. Surtout, la matière humaine a une histoire. On a souvent remarqué que dans l'ordre naturel, matériel, les expériences ont quelque chose de réversible. Vous connaissez l'histoire fameuse du cochon de Chicago : on fabrique un immense appareil, on met un porc à l'entrée et puis au bout de l'appareil il est débité en saucisse, en boudin, etc... Si l'appareil était parfaitement réversible, on pourrait remettre la saucisse, le boudin et tous les produits, faire marcher la machine en sens inverse et le cochon ressortirait vivant !...

Eh bien ! dans l'ordre des expériences sociales et économiques, on ne peut plus revenir en arrière ; si bien que tout le passé du peuple sur lequel on opère, sur lequel on agit, pèse sur le présent, et qu'il est impossible de comprendre une expérience actuelle si on ne se rend pas compte de tout le passé social, économique, politique même dans lequel elle vient s'insérer.

C'est pourquoi ma première partie traitera du rapport entre l'expérience française actuelle et le passé : le passé immédiat. Je ne remonterai pas jusqu'au XIX^e siècle, je considérerai seulement l'histoire du mouvement ouvrier européen après la grande guerre.

I. Signification historique de l'expérience française : les circonstances sociales et politiques.

A) Au point de vue international

Vous savez mieux que moi encore, parce que vous l'avez vécu, qu'il y a, pour ainsi dire, une courbe générale du mouvement ouvrier en Europe après la guerre ; une courbe générale en ce sens qu'il y a une croissance d'ensemble, puis une crise d'ensemble.

Pour toutes sortes de raisons sur lesquelles je n'ai pas à revenir ici, les organisations ouvrières et syndicales ont joui d'une situation renforcée dans les années qui ont suivi immédiatement la grande guerre ; ceci fut vrai, non seulement pour l'Allemagne, l'Angleterre et la France, mais aussi pour les États-Unis. Mais ensuite ? L'un d'entre vous, hier, évoquait la seconde phase du mouvement ouvrier après la guerre. Si les années qui ont suivi immédiatement la guerre ont été des années de croissance où les organisations ouvrières ont vu leur influence

augmenter, où les revendications ouvrières ont été soutenues par des forces accrues et accueillies souvent avec plus de sympathie qu'elles ne l'étaient dans les années qui ont précédé la Grande Guerre, il est venu un moment — dont l'avènement du fascisme en Italie a été le prélude — où le mouvement ouvrier s'est trouvé en recul et où les organisations syndicales, dans un grand nombre de pays, ont été complètement détruites. Le point le plus bas, probablement, de ce recul du mouvement ouvrier après la guerre, c'est l'avènement du national-socialisme en Allemagne. Etant donné la place que l'Allemagne avait prise dans le mouvement social ouvrier européen, et le fait que la social-démocratie et le catholicisme allemands avaient servi de modèle aux autres organisations ouvrières et sociales en Europe, la chute verticale, l'écroulement en quelques semaines des organisations allemandes a causé un ébranlement très grand dans tous les mouvements ouvriers.

C'est de cette situation qu'il avait prévue d'abord, et qu'ensuite il a admirablement analysée, que sont issues les idées du Ministre belge actuel : Henri DE MAN. Pour comprendre l'expérience française, nous allons rappeler l'essentiel de ces observations : c'est que, d'après DE MAN, le mouvement ouvrier se trouve dans un état de crise et de recul pour trois raisons :

1° A cause de la division des forces ouvrières. DE MAN pensait aux grandes luttes qu'il y avait eu, en Allemagne, aux désaccords qui avaient persisté entre communisme et social-démocratie.

2° Parce que la classe ouvrière s'est isolée des classes moyennes et n'a pas compris l'importance de ces classes moyennes qui, à un certain moment du développement des civilisations industrielles ne tendent plus à diminuer en nombre, mais à s'accroître.

3° Parce qu'on n'a pas lié la défense de la démocratie à une offensive contre la crise économique.

Ces trois idées : — réaliser l'unité ouvrière, — lier la cause de la classe ouvrière aux intérêts des classes moyennes, — défendre la démocratie en menant une offensive contre la crise, — sont latentes, essentielles et animatrices dans la formation française du Front Populaire.

Mais ce qui vient compliquer, d'une manière inattendue l'évolution des idées et des faits, c'est que, — à l'inverse de ce qui se passe dans un pays comme la Belgique, où le communisme ne représente qu'une très faible partie de l'influence organisée qui agit sur la masse ouvrière, — dans un pays comme la France, les idées qu'énonçait DE MAN ont trouvé leurs réalisateurs les plus actifs dans les communistes. Vous savez que le Front Populaire, non seulement en France, mais en Espagne, d'une manière illégale en Allemagne, d'une manière illégale en Autriche, correspond à une orientation nouvelle de l'Internationale Communiste. Cette orientation nouvelle de l'Internationale Communiste s'explique en grande partie par ce qui s'est passé en Allemagne.

Les communistes qui ont une idéologie profondément différente d'un socialiste comme DE MAN, ont cherché à répondre à la même situation. Comme DE MAN, ils veulent réaliser à leur manière, ET À LEUR PROFIT, ces trois exigences que j'avais énumérées : rétablir l'unité ouvrière, lier le sort du prolétariat et les intérêts des classes moyennes, prendre la défense de la démocra-

tie en menant une offensive contre la crise.

B) En France

Ceci est un aspect international du Front Populaire. En France, ce mouvement a trouvé un écho particulier en raison de circonstances particulières à l'histoire de ce pays.

Lorsqu'on étudie l'histoire du mouvement ouvrier français depuis sa formation (vers l'année 1840) on le trouve partagé depuis entre deux tendances :

— d'une part, l'ouvrier français a toujours été, si nous prenons sa masse, beaucoup plus soucieux d'idées politiques que d'action proprement professionnelle ; l'histoire de la classe ouvrière en France se confond en grande partie au XIX^e siècle avec l'histoire du mouvement républicain ;

— d'un autre côté, il y a dans le syndicalisme français une tendance à l'indépendance, sinon réelle, du moins affirmée à l'égard des partis politiques ; tendance que l'on n'observe pas à ce degré ou sous cette forme, dans d'autres pays, tels que la Belgique. Quels que soient les rapports de fait qui peuvent exister, par exemple entre la C.G.T. française et le parti socialiste, ou le parti communiste, ils sont officiellement, juridiquement beaucoup moins étroits que les rapports qui peuvent exister entre la Commission Syndicale belge et le Parti Ouvrier Belge. En France, un grand nombre de syndicalistes pas seulement de syndicalistes chrétiens, une fraction importante des militants ou dirigeants de la C.G.T. — tiennent à l'indépendance du syndicalisme à l'égard des organisations politiques. Il suffit de citer les noms de Belin, Dumoulin, (Roy, des Métaux) et l'action de syndicats.

Cependant, la classe ouvrière est restée, notamment dans la région parisienne, beaucoup plus intéressée par les idéologies politiques que par une action proprement professionnelle. Dès lors le mouvement de Front Populaire est apparu en France comme un élargissement d'une très vieille histoire : union des « républicains ». Selon la formule « Pas d'ennemis à gauche. »

Jusqu'à la tactique de Front Populaire, les communistes avaient pris une attitude qu'eux-mêmes ont qualifiée de *sectaire* : le parti communiste prétendait représenter seul la classe ouvrière et contre tous les autres partis qualifiés de partis « bourgeois », ou les socialistes de « traîtres au prolétariat », menait seul la lutte « classe contre classe ». Tant que le parti communiste a gardé cette attitude sectaire, il n'a groupé qu'un petit nombre. C'est du jour où, grâce à la tactique du Front Populaire, il s'est présenté comme un parti qui préconise, réveille, ranime la vieille union des républicains, la *défense républicaine*, qu'il a pris une force nouvelle. Il se passe là une chose curieuse qu'il faut bien saisir pour comprendre la France : ce qui est tactique dans l'esprit des chefs, est sans doute beaucoup plus qu'une tactique dans l'esprit des troupes. Les troupes communistes, en effet, en France, ce sont en partie, des gens sur lesquels pèse, malgré toute leur formation marxiste et moscoutaire, la tradition politique française. Un de mes amis journalistes me racontait une conversation avec un chauffeur de taxi qui le voyant sortir de sa voiture avec toutes sortes de journaux, lui demandait : « Quel est votre journal, vous devez être journaliste ? » Mon ami répond : « L'Aube ». Ils se mettent à bavarder. Le chauffeur de taxi lui dit : « Je suis communiste... parce qu'il faut

être républicain. » Cette parole est caractéristique de l'esprit français du Front Populaire en France.

Cet esprit a été réveillé par la fameuse aventure du 6 février. Dans les masses, le vieil esprit de défense républicaine s'est trouvé lié à l'hostilité au *fascisme*, aux régimes étrangers de Hitler et Mussolini.

Les années de gouvernement modéré qui ont suivi le 6 février, ont été des années de *déflation* et la politique de déflation a produit en France quant aux réactions de l'opinion, les mêmes effets que dans les autres pays : elle a multiplié les *mécontents*. La classe ouvrière, dont on abaissait les salaires, dont les grèves étaient étouffées avec l'aide généreuse de la Garde Mobile. Ceci a son importance. Ce qu'il y a eu de neuf dans les grèves de juin, c'est que, comme un Gouvernement de Front Populaire allait s'instaurer, les ouvriers ont pu se mettre en grève sans voir surgir la Garde Mobile.

Au mécontentement des ouvriers, il faut joindre le mécontentement des fonctionnaires dont on allait diminuer les traitements ; très important aussi, parce qu'il n'y a pas de mouvement syndical au monde, où l'élément fonctionnaire joue un rôle aussi fort que dans la C.G.T. française. Jusqu'en juin, où des masses de travailleurs de l'industrie ont brusquement rejoint les organisations confédérées, les Fédérations les plus importantes de la C.G.T. française étaient les Fédérations de fonctionnaires et services publics.

Ajoutons que ce mécontentement atteignait les classes moyennes, notamment celle des petits commerçants qui en France ont toutes une importance considérable au point de vue électoral.

Le Front Populaire a ainsi répondu à un certain moment de l'histoire sociale de notre pays. Ceci, bien que ce soit de la politique, est nécessaire pour comprendre le mouvement syndical : lorsque les masses se sont mises en grève au mois de juin, ce mouvement de grèves généralisées ne s'expliquait pas simplement par tout ce que les masses avaient effectivement enduré pendant la période de déflation ne s'expliquait même pas entièrement par les revendications formulées. Cela s'expliquait par l'atmosphère qu'on pourrait appeler « mystique », que les élections de l'an dernier avaient développé dans le monde ouvrier français. Les gens avaient voté d'une certaine manière parce qu'ils ont eu la volonté d'en sortir, ils voulaient que ça change et ayant voté, ayant cette confiance un peu naïve, mais très profonde qui demeure en France chez les milieux populaires dans le pouvoir du suffrage, ces gens ont pensé : nous avons voulu que ça change et cela doit changer tout de suite. Ils avaient une confiance extrême que cela allait changer rapidement, totalement. D'où l'atmosphère de ces grèves... On a pu voir des milliers de travailleurs occupant des usines, presque sans incidents. Fait remarquable si on le compare à la masse de gens en mouvement, masse jusqu'à ce moment inorganisée.

Comme tous ces gens faisaient grève parce qu'ils étaient emportés par le mouvement de Front Populaire et que la C.G.T. était une partie intégrante du Front Populaire, il était normal qu'ils rejoignent la C.G.T., la C.G.T. et le Front Populaire ne faisant qu'un.

D'autre part, comme il y a eu un afflux d'éléments neufs, que ces éléments neufs avaient besoin de cadres, que c'étaient des jeunes qui avaient besoin de cadres jeunes, et que les communistes

étaient les seuls beaucoup plus que les socialistes, si l'on excepte certaines régions comme le Nord, à posséder des éléments jeunes déjà formés au travail d'agitation et à organisation, les cadres communistes se sont trouvés automatiquement être des militants tout prêts pour les organisations syndicales. A la suite des grandes grèves de juin, la carte de la C.G.T. réunifiée au début de l'année 1936, se trouve de plus en plus modifiée au profit des *ex-unitaires*, c'est-à-dire des éléments de formation et d'obédience communistes. Fait essentiel. La France est un pays où les éléments communistes ont, sur le mouvement syndical, une des influences les plus considérables. Or, ce qui a permis la politique de la social-démocratie en Allemagne, la politique du socialisme en Belgique à l'égard du communisme, c'est que les socialistes y étaient ou sont les maîtres permanents de l'organisation syndicale, que les éléments communistes n'y interviennent que par crise.

De là, deux grands problèmes du mouvement ouvrier français à l'heure présente :

1° Rôle dans la C.*G. T. des éléments communistes : que devient l'indépendance du syndicalisme ?

2° Que deviendra-t-elle surtout, si, poursuivant leur tactique : *Union, Union*, les communistes réalisent l'unité politique avec le Parti Socialiste — le « parti unique du prolétariat » ?

Du point de vue économique, le changement de ministère formé en juin ne représente pas une phase nouvelle, mais une *continuation*, une *consolidation* de la phase de la pause, avec ses préoccupations essentielles :

arrêter le train des réformes ; éviter le contrôle des changes.

On espère renverser enfin le mouvement des capitaux qui, devenus confiants, reviendront s'investir dans notre pays.

Enonçons quelques remarques pour finir :

Conclusions : le rôle du syndicalisme chrétien dans la France d'aujourd'hui.

Le syndicalisme chrétien n'a assumé aucune responsabilité dans le déclenchement et la conduite de l'expérience.

Son action a visé à maintenir en fait le principe de la liberté syndicale. On peut dire que, tant « à la base » qu'au Parlement, il y a réussi. Notre liberté, il l'a sauvée.

Dans l'ensemble des mesures sociales adoptées — toutes réserves faites sur certaines méthodes et modalités — il a reconnu son programme de toujours. C'est pourquoi il les défendra contre toute tentative de retour en arrière. Notamment le régime des conventions collectives, qui réalise enfin les conditions juridiques de la collaboration entre le patronat et le salariat organisé.

Le syndicalisme chrétien apparaît en France comme une *force de liberté*. Sa tâche présente est, avant tout, d'accroître sa propre force : — par le renforcement de ses fédérations au sommet, à la base : par l'action professionnelle dans les entreprises ; — par le développement simultané de la formation des dirigeants et militants et du recrutement des membres.

Il faut qu'il devienne dans le mouvement ouvrier français ce que sont chez eux nos amis belges : une minorité peut-être, mais une minorité dont la majorité ne peut pas se passer.

(1) Nos camarades tiendront compte du fait que cet exposé a été présenté à un auditoire composé en majeure part d'étrangers et pour leur expliquer notre situation.